



Bertrand PANCHER
Député de la Meuse
Secrétaire de la Commission du Développement Durable

Paris, le 25 mai 2018

Explosion des importations d'huile de palme : face à l'urgence, Bertrand Pancher demande la mise en place d'une mission parlementaire

Il y a quelques jours, le Gouvernement a donné son feu vert à la « bioraffinerie » de la société Total de la Mède, pour produire du bio-carburant en utilisant de l'huile de palme importée – plus rentable que l'huile végétale à retraiter.

Or, la destruction massive des forêts de notre planète est la conséquence de deux principales raisons : l'explosion de la production de soja et le développement démesuré de la production d'huile de palme. Assurément pour des raisons économiques, la bioraffinerie de la Mède ne rechignera pas sur l'utilisation de l'huile de palme importée au détriment de l'huile végétale à retraiter.

Au delà d'une contribution à un dégât écologique qui met à nue les forêts de notre planète et qui provoque le mécontentement de l'opinion publique, cette importation absurde et massive d'huile de palme impactera de plein fouet l'équilibre du secteur agricole et industriel français. D'une part, ce sont les agriculteurs, producteurs de colza, qui seront particulièrement touchés et qui devront donc réorienter leurs productions dans un contexte de crise que chacun connaît. D'autre part, face à ce contexte nouveau, les transformateurs de colza sont également menacés, en particulier dans la Région Grand-Est, où l'on trouve deux grandes usines de production d'huile de Colza l'une à Baleycourt, dans la Meuse, et l'autre au Mériot, dans l'Aube.

Face à ces constats alarmants et à la mise en péril des producteurs et transformateurs d'huile de colza, **Bertrand Pancher a écrit à Barbara Pompili, Présidente de la Commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire de l'Assemblée Nationale, pour demander la mise en place d'une mission parlementaire** concernant l'autorisation du projet de bioraffinerie Total de la Mède. Cela permettrait d'éclairer l'Assemblée sur ce sujet et de mesurer les conséquences désastreuses de cette situation tant sur le plan économique qu'écologique. L'urgence est réelle et des solutions doivent être proposées et mises en oeuvre le plus rapidement possible.